

INSTALLATION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 2007

Discours de Mr Jacques Risse nouveau Président¹

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Perpétuel,

Mes chers confrères, Mesdames, Messieurs

Je suis très honoré que vous m'ayez élu Président de l'Académie d'Agriculture de France. J'essaierai de faire en sorte que vous n'ayez pas à le regretter. J'essaierai... Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions et c'est en définitive vous, et vous seuls, qui, au terme de l'année 2007, serez juges de la façon dont les choses se sont passées.

Permettez-moi cependant d'ajouter que vous m'avez fait un honneur auquel je n'aurais jamais osé prétendre.

Mon prédécesseur, Alain Rérat, vétérinaire comme moi, un peu plus peut-être, est issu de la recherche publique française où il a effectué la quasi-totalité de sa carrière, une belle carrière que, d'ailleurs, beaucoup d'entre vous connaissent.

La mienne s'est, en majeure partie, déroulée dans le milieu entrepreneurial. J'ai notamment occupé, avant d'en prendre la direction générale puis la présidence, le poste de responsable du département technique et recherche d'une société agroalimentaire impliquée dans l'alimentation du bétail, les abattoirs de volailles, l'aquaculture et les plats cuisinés. Cependant, je puis vous confier aujourd'hui, et ce n'est pas sous le sceau de la confiance, que là où je me suis particulièrement senti à l'aise, c'est dans la présidence d'organisations professionnelles françaises et européennes ou au cabinet d'un ministre de l'agriculture. Qu'il me soit d'ailleurs permis ici de saluer, certes d'un peu loin, mais de saluer tout de même Jean-Pierre Soissons et de lui dire ma reconnaissance et mon amitié. Qu'il me soit permis aussi de saluer au passage quelques unes des organisations auxquelles j'ai consacré, avec une satisfaction et un plaisir certains, beaucoup de mon temps : le CIDEF, Comité interprofessionnel de la dinde française, la FIA, Fédération française des industries avicoles et l'AVEC, Fédération européenne des industries avicoles.

Alain Rérat, issu de l'École d'Alfort comme moi, a vu, vous le savez, sa carrière se dérouler au sein de l'INRA et, d'une façon plus générale, de la Recherche française. Il y a connu une brillante réussite. Directeur de Recherche, président ou vice président d'organismes divers français ou européens, il a, pendant plus de dix ans, assumé la direction du Centre de Recherche sur la Nutrition du CNRS. On doit, soit dit au passage, lui reconnaître un certain éclectisme. Il s'est par

¹ Président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).
C.R.Acad. Agric. Fr., 2006, 93, n°1. Séance du 10 janvier 2007.

exemple intéressé, et vous l'avez d'ailleurs constaté, à l'apiculture, à l'apiculture pour ce qu'elle est, pour ce qu'elle représente et pour son rôle dans la pollinisation et donc dans le maintien de la diversité végétale et la qualité de l'environnement. Il s'est aussi, et à sa façon, préoccupé de la *malbouffe* pour s'insurger contre certains abus de langage ou occire les contre vérités diffusées par quelques journalistes en mal de sensationnel. Les OGM ne pouvaient pas le laisser indifférent, ils ne l'ont bien entendu pas laissé indifférent, il a plaidé et il continue à plaider leur cause avec passion. J'ajouterai pour finir que, Président de l'Académie d'Agriculture, il a vivement souhaité nouer des liens avec d'autres Académies et des institutions proches. Il y était porté naturellement par œcuménisme et par souci d'efficacité.

Alain Rérat, courageux dans la défense de ses idées, est un de ceux qui vont jusqu'au bout de leurs convictions, à la façon des avocats qui épousent les causes qu'ils défendent. En notre nom à tous, je le remercie pour le dévouement qu'il nous a manifesté au cours de ces douze derniers mois.

Avant de prendre la présidence de notre Compagnie, j'ai souhaité mieux la connaître, savoir qui elle était et comment elle était perçue. Trois d'entre nous m'y ont beaucoup aidé, je les en remercie : M. Pédro, notre précédent Secrétaire perpétuel, M. Zert, dont personne n'ignore le dévouement à l'Académie et M. Clavel, ancien président, qui a rédigé un opusculé riche de très nombreuses informations.

Vieille, comme vous le savez, de près de 250 ans, notre Compagnie, qui a certes connu dans le passé des moments difficiles, peut faire état d'éminentes lettres de noblesse. Elle fait partie, avec les cinq Académies de l'Institut de France et l'Académie de Médecine, des Académies dites anciennes, de ces sept Académies nées sous l'Ancien Régime qui bénéficient de la protection du Chef de l'État, autrefois le Roi ou l'Empereur, aujourd'hui le Président de la République et ont un Secrétaire Perpétuel. Elles ont traversé des périodes difficiles mais ont brillamment survécu à toutes les vicissitudes. La Révolution les avait purement et simplement dissoutes en août 1793, sous prétexte qu'émanations de l'Ancien Régime, elles ne pouvaient être qu'inutiles ou, pire, contre révolutionnaires et donc nuisibles. Sous une forme ou sous une autre, elles reverront toutes le jour quelques années plus tard.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, prenez le temps un jour de consulter la liste des membres de l'Académie d'Agriculture. Vous constaterez qu'elle compte beaucoup de noms illustres voire prestigieux : Pasteur, Lavoisier, Buffon, Parmentier, Dupont de Nemours, mais aussi Lyautey et beaucoup d'autres qu'il serait trop long de nommer ici. Onze anciens ministres de l'Agriculture ont siégé sur ses bancs, le dernier en date étant Michel Cointat, mais aussi trois ex-Présidents du Conseil, on dirait aujourd'hui Premiers ministres. Jules. Méline, que Jacques Chastenot a décrit comme un « petit homme fluet, étriqué au visage triste ... qu'éclairaient des yeux intelligents » et qui sera, avec Jules Develle, l'un des premiers ministres de l'Agriculture membres de notre Compagnie, le père du protectionnisme agricole. André Tardieu, le brillantissime André Tardieu, surnommé le mirobolant par Léon Daudet, qui, de mesures disparates prises en faveur de l'agriculture, saura faire un corpus cohérent dont on a dit que la Commission européenne s'était inspirée pour bâtir la PAC. Alexandre Ribot, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques et de l'Académie française, l'homme qui institua l'impôt sur les successions mais protégea l'Agriculture. Nous comptons aussi parmi nos membres disparus un ancien Président de la République, M. Emile Loubet.

Notre Académie, tout le monde s'accorde à le dire, a beaucoup évolué sous l'impulsion de ses deux précédents Secrétaires Perpétuels, MM André Cauderon et Georges Pedro. Tout donne à croire qu'elle continuera à le faire dans un sens favorable sous la férule de l'actuel Secrétaire Perpétuel Guy Paillotin.

Bien entendu, avant de m'asseoir sur ce siège, j'ai lu attentivement nos statuts. Vous me pardonnerez d'y revenir quelques minutes, ce n'est jamais tout à fait inutile. Notre rôle est clair :

nous avons pour mission de contribuer dans les domaines scientifique, technique, économique, juridique, social et culturel à l'évolution de l'agriculture et du monde rural. Nous devons étudier sous leurs aspects nationaux et internationaux les questions concernant :

- *la production, la transformation, la commercialisation et l'utilisation des produits de l'agriculture, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture en eau douce ainsi que leur valorisation ;*
- *la gestion des ressources naturelles en relation avec l'aménagement de l'espace rural dans un souci d'amélioration de l'environnement et plus généralement de la qualité de la vie ;*
- *les activités de l'ensemble de la population rurale et ses rapports avec le monde urbain.*

Il est prévu que nous présentions nos travaux au cours de séances publiques. Enfin *l'Académie exprime son avis sur toutes les questions relevant de sa compétence et, notamment sur celles dont elle est saisie par le Gouvernement.*

En bref, si l'Académie doit répondre aux demandes du Gouvernement, il est aussi de son devoir de s'autosaisir de toute question de sa compétence qu'elle jugerait importante voire essentielle. A elle de décider ensuite si elle doit ou non formuler un avis et le transmettre aux autorités en charge du dossier.

Ceci dit, je suis, pour ma part, profondément persuadé que notre Compagnie a un rôle important à jouer et je suis tout autant persuadé qu'il ne tient qu'à elle de le jouer. Les temps ont changé depuis sa création. Les Sociétés savantes ont certes leur place dans le monde actuel mais sauf à jouer un très honorable rôle de club ouvert à un petit nombre de personnalités soigneusement sélectionnées, elles doivent si elles veulent jouir d'une certaine aura, si elles veulent retenir l'intérêt des Pouvoirs publics, se préoccuper activement des problèmes d'actualité de leur compétence et se projeter dans l'avenir. Notre Compagnie n'échappe pas à la règle générale, elle doit apporter son écot à la réflexion commune, elle doit faire valoir ses points de vue et, si nécessaire, comme le disait Germaine de Staël, *braver l'opinion.*

A elle donc de constituer les commissions ad hoc, de convier à leur réunion des personnalités extérieures connues pour leur compétence dans le domaine considéré. A elle de les auditionner comme on le dit maintenant. A elle, comme le dirait volontiers Alain Rérat, de faire son miel de leurs déclarations. A elle, en d'autres termes et répétons le, d'émettre des rapports, de formuler des avis, des recommandations ou de faire des suggestions. Encore doit-elle pour cela avoir recours à des formes adaptées. Nous ne rédigeons pas des rapports, nous ne formulons pas des avis pour qu'ils s'empilent avec d'autres rapports, d'autres avis dans une armoire, sur un coin de bureau où dans un cabinet de débarras. Nous les émettons pour qu'ils soient lus et dans l'espoir qu'ils seront utiles.

Mais nous nous heurtons pour atteindre cet objectif à trois difficultés :

– La première tient à notre façon de procéder et plus profondément sans doute à notre culture. Avant de rédiger un texte, de le diffuser, nous réfléchissons, nous réfléchissons beaucoup, nous examinons les problèmes sous toutes leurs faces, nous tenons compte de toutes les opinions et Dieu sait que nous sommes riches d'opinions ! Mais cette richesse peut devenir faiblesse et présenter d'énormes inconvénients : il ne faut pas que réfléchir nous dispense d'agir. Il ne faudrait pas que nous soyons un jour amenés à avouer comme le faisait Axel ce personnage éponyme de l'un des drames de Villiers de l'Isle Adam: *J'ai trop pensé pour daigner agir.*

En clair, il est des cas où nous devons prendre rapidement des positions nettes lorsqu'il s'agit par exemple, mais ce n'est qu'un exemple, de combattre des erreurs manifestes mises en circulation par des personnages incompétents ou de mauvaise foi. Mais il n'est en bien des cas, me semble-t-il, pas indispensable du tout qu'une conclusion fasse l'unanimité, même si les conférences de consensus présentent d'indéniables mérites. Nous pouvons très logiquement avancer plusieurs

hypothèses, formuler diverses suggestions pourvu que les unes et les autres soient convenablement étayées. Laissons aux politiques, ce qui est de leur responsabilité : choisir. Nous n'avons pas, nous ne devons pas le faire à leur place : nous devons simplement leur apporter notre aide, leur présenter un éventail de possibilités.

– La deuxième tient à la rédaction des textes. Que nous soyons attachés à produire des textes écrits dans un Français correct me paraît non seulement très honorable mais aussi fort louable. N'oublions cependant pas que nous écrivons pour être lu et que cela implique d'éviter les textes interminables, alambiqués, de lecture difficile qui traduisent certes nos scrupules, nos hésitations, nos incertitudes mais dissuadent le lecteur pressé par le temps d'en entreprendre ou d'en continuer la lecture.

– La troisième, d'ailleurs liée aux deux premières, tient au délai de parution de nos avis. S'ils arrivent trop tard, personne ne les lira et ils ne serviront à rien, cela a été dit ce matin même en Commission académique.

L'Académie a les moyens de se rendre utile, je n'ose pas dire indispensable mais je le pense: elle a un secrétaire perpétuel dynamique, ouvert sur le temps présent. Elle a des membres dont les compétences sont extrêmement diverses. Lui manquent, dans une certaine mesure, le nerf de la guerre, l'argent, et des installations adaptées à ses besoins et au temps présent. Obtenir l'un et les autres est possible, est envisageable mais ne l'est que si nous apportons quelque chose en échange

A lire les comptes rendus de nos sections et de nos groupes de travail, j'ai constaté que tous et toutes travaillaient beaucoup et de façon fort intéressante. Les ambitions que peut avoir l'Académie ne reposent donc pas sur du sable, elles sont parfaitement justifiées.

Reste qu'il nous faut encore résoudre certains problèmes. J'y reviendrai à la fin de cet exposé notamment en ce qui concerne la communication. Nous savons les uns et les autres que, notamment dans les domaines économiques et sociaux, il ne sert pas à grand-chose de bien faire si on ne le fait pas savoir.

J'aimerais maintenant aborder deux autres points qui me paraissent d'une importance fondamentale : ce sont d'abord les questions d'acceptabilité et de contestabilité sociales, ensuite les crises alimentaires.

ACCEPTABILITÉ ET CONTESTABILITÉ SOCIALES

Dans un livre de Thierry Hamel, intitulé *Stratégies des firmes industrielles et contestation sociale*, édité en 2004 conjointement par l'INRA, le Cemagref, le Cirad et l'Ifremer, l'attention du lecteur était attirée sur ce phénomène d'ampleur croissante qui veut que non seulement les consommateurs mais aussi, et de plus en plus, l'ensemble des citoyens contestent avec une vigueur croissante les entreprises, leurs produits et leurs façons de procéder. Il y était notamment souligné que l'apparition d'une nouvelle forme de contestabilité environnementale et sanitaire pouvait amener la concurrence ou les consommateurs à mettre en cause la légitimité, voire la présence de l'entreprise en question sur le marché. Evoquant notamment les firmes productrices d'OGM, il estimait que, très concentrées, à la recherche d'une forte protection des inventions intermédiaires et des produits finaux, elles semblaient avoir sous-évalué et peut-être même mal compris la menace.

En ce qui concerne l'Académie d'Agriculture, le problème se pose sur un plan beaucoup plus vaste. Sont visés non seulement la Recherche mais aussi l'innovation, les modes opératoires, les informations données, ceci étant lié tout autant aux progrès scientifique, technologique ou technique qu'aux légitimes préoccupations éthiques de nos contemporains.

Le progrès en soi, l'évolution n'ont, faut-il le rappeler, que bien rarement été acceptés de gaieté de cœur par la plupart des groupes humains. L'histoire nous en donne mille exemples : méfiance à l'égard de l'électricité, rejet de la culture de la pomme de terre, etc.

L'Ecclésiaste en a tiré en quelques mots une vérité éternelle : *Ce qui a été, c'est ce qui sera et ce qui s'est fait, c'est ce qui se fera.*

La Science elle-même n'a jamais fait, et ne fait toujours pas, l'unanimité. Les sociétés anciennes traditionnelles attachées à la répétition criaient à la décadence à la moindre nouveauté. Et pour un Marcelin Berthelot qui écrivait *La science est la bienfaitrice de l'humanité*, combien n'y a-t-il pas eu d'Aldous Huxley ou de Julien Green pour s'écrier l'un que *La science est un danger public*, l'autre que *Le progrès matériel est un néant*. Culture et nature se sont souvent opposées. Jean-Jacques Rousseau écrit dans *l'Emile* : *Tout est bien sortant des mains de l'Auteur des choses, tout dégénère entre les mains de l'homme*

En quelques mots tout est dit. Les religions, notons le d'ailleurs, n'ont que fort rarement sanctifié les Sciences et le progrès. Elles leur ont même manifesté beaucoup de réticence. René Guénon, dans son livre *La crise du monde moderne* l'exprimait on ne peut plus clairement : *Entre l'esprit religieux au vrai sens du terme, et l'esprit moderne, il ne peut y avoir qu'antagonisme.*

Contestabilité et acceptabilité sociales, qui ne sont pas tout à fait le recto et le verso d'un même concept, reconnaissent en fait, de nombreuses causes : crainte devant l'avenir, peur de la nouveauté, soucis d'éthique, craintes métaphysiques, refus du risque. Peut-être avez-vous, comme moi, entendu parler de cette association récemment créée, à caractère fortement humoristique, très satyrique, et qui, au cours d'une parodie de manifestation organisée le 1^{er} janvier, revendiquait le droit de refuser le passage à l'an 2007. Quelques uns des panneaux brandis par les manifestants valaient la peine d'être lus. L'un d'eux proclamait notamment : *nous vivons déjà moins bien aujourd'hui qu'hier.*

Contestabilité et acceptabilité sociales affectent volontiers tout ce qui touche à la vie, à la vie animale notamment, tout ce qui touche à notre alimentation mais aussi tout ce qui touche à l'environnement.

En ce domaine, l'Académie après y avoir mûrement réfléchi, pourrait sans aucun doute jouer un rôle éminent en contribuant d'abord à une meilleure appréhension du problème, en se penchant ensuite sur les problèmes de transparence, d'information et de communication. On ne dira jamais assez que nous sommes un organisme neutre peuplé de nombreux sages où diverses façons de penser sont représentées.

Souvenons nous, pour finir, que si, comme l'écrivait Oscar Wilde, *on n'évite pas l'avenir* Gambetta, l'homme politique bien connu, s'est un jour écrié dans un discours resté célèbre : *L'avenir n'est interdit à personne.*

LES CRISES SANITAIRES DE L'AGROALIMENTAIRE

Depuis un certain nombre d'années, les crises affectant les produits alimentaires se multiplient. Cela a commencé, dans les années 1950-1960 par le veau puis le poulet aux hormones cité par Jean Ferrat dans une chanson à succès. Cela s'est poursuivi dans les années 1960-1970 par de violentes attaques contre l'huile de colza, qualifiée de trop riche en produits toxiques. Cela s'est continué par la listériose en 1992, par la BSE en 1996-2000, par le poulet à la dioxine en 1999 et par l'influenza aviaire, ces quatre ou cinq dernières années. Et j'omets volontairement un certain nombre d'autres crises aux conséquences moindres.

Ces crises se caractérisent par leur extrême gravité économique et des chutes de consommation spectaculaires (il faudra plus de trois ans à la viande de bœuf pour retrouver un niveau de consommation équivalent à celui des années antérieures à la crise ; les chutes de

consommation ont fréquemment, au plus fort des événements, dépassé 40% tant en ce qui concerne la volaille que les autres viandes). Ces baisses de consommation s'étendent le plus souvent à l'Europe entière mais elles sont généralement beaucoup plus marquées dans les pays latins que dans les pays d'Europe du Nord. Les producteurs et les industriels de l'agro-alimentaire en sortent généralement exsangues et les conséquences économiques et sociales, pour ne pas dire humaines, sont totalement catastrophiques. Cela aussi bien sur les marchés intérieurs que sur les marchés à l'export.

Si ces crises reconnaissent des origines diverses, bactériologiques, virales, parasitaires notamment, elles peuvent aussi être provoquées par l'utilisation de produits hormonaux, de facteurs de croissance, de médicaments préventifs dont l'innocuité pour l'homme est à tort ou à raison mise en doute, par la présence ou la supposée présence de substances polluantes (pesticides ou autres) dans les produits finaux ou intermédiaires..

Nous avons en ce domaine un rôle fondamental à jouer : en informant, en plaidant la transparence, en émettant un avis sur les contrôles des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine ou animale

Notre Académie est, en bref, fortement concernée par ces phénomènes qui ressemblent fort à ces avalanches emportant tout sur leur passage. Ces crises à répétition effroyablement ravageuses finissent par saper les assises économiques de certaines de nos industries. Je suis persuadé que nous avons des suggestions à formuler pour prévenir ces catastrophes ou, à tout le moins, mieux les maîtriser ne serait qu'en menant des réflexions communes avec l'Académie des Sciences, l'Académie de Médecine et l'Académie vétérinaire.

L'Organisation Mondiale de la Santé Animale, l'OIE, dont vous savez qu'elle est actuellement dirigée par un Français, Bernard Vallat, a organisé au printemps dernier, à Paris, une réunion des principaux groupes agroalimentaires mondiaux pour les inciter à participer à la mise en place d'un système qui permettrait, grâce à leur aide, financière entre autres, d'accélérer la mise en place de services sanitaires compétents dans les pays en voie de développement.

Ce n'est qu'un exemple mais lorsqu'il s'agit d'éviter de pareilles catastrophes, l'imagination doit être au pouvoir. Je suis persuadé, compte tenu de ce que je sais de notre Compagnie qu'elle est tout à fait capable de proposer, en collaboration avec d'autres organismes, avec divers services de l'État, des solutions sans doute intéressantes mais assurément efficaces.

L'INFORMATION

A plusieurs reprises, j'ai abordé au cours de ce bref exposé les questions d'information et de Communication. Nous sommes tous conscients de leur extrême importance. Nous savons que répondre aux craintes du public, rassurer l'opinion, minimiser les problèmes de contestabilité et d'acceptabilité, humaniser si j'ose dire les crises repose sur la diffusion de bonnes informations elles-mêmes assises sur une communication interna *ad hoc*. Mais encore faut-il savoir procéder. Et ce n'est pas aussi faciles que d'aucuns pourraient le croire. Il ne suffit pas de vouloir communiquer pour communiquer. Jean-François Colomer, l'animateur de notre cellule Communication le sait bien. Il sait que cela s'apprend et que l'on ne s'improvise pas communicateur. Il sait qu'il ne suffit pas de dire ou d'expédier des communiqués de presse pour atteindre l'objectif recherché qui doit être soigneusement défini. Il sait qu'il faut savoir écouter ses interlocuteurs, y compris ceux auxquels on veut communiquer l'information. Il sait qu'il faut savoir détecter les questions sous-jacentes et y répondre. Il sait enfin qu'un service de communication aussi simple soit-il ne se construit pas en un jour. D'ores et déjà le Groupe Communication a beaucoup travaillé, il a notamment élaboré un guide des bonnes pratiques. Les choses sont en bonne voie mais il nous faudra continuer.

LES MOYENS FINANCIERS

Communiquer, faire tout ce que nous souhaiterions faire pose bien entendu beaucoup de problèmes et le dernier que j'aborderai ici, trivial peut-être mais très prégnant est celui des moyens financiers.

Il nous faut certes à la base, et pour réaliser quoique ce soit, l'engagement personnel des membres de notre Compagnie, elle n'est riche que de leur bon vouloir, de leur compétence et de leur volonté de travailler ensemble. Mais cette richesse est immense, à mon sens largement sous évaluée mais nous pouvons faire fond sur elle. Nous pouvons rendre de grands services à la Collectivité, je devrais dire à la Société, nous pouvons l'aider à résoudre les problèmes qui se posent et qui se poseront sans doute avec une acuité croissante. Mais cela coûte et nous ne sommes pas, c'est un euphémisme, très riches. Bien entendu nous pensons à l'aide que pourrait nous apporter l'État et aux économies que nous pourrions peut-être lui faire réaliser dans la gestion des difficultés présentes et, malheureusement, à venir. Mais peut-être pouvons nous aussi, tout en gardant, ce qui est fondamental, notre indépendance, faire valoir nos compétences et nous engager dans la voie de la coopération avec divers organismes ou sociétés. Le mécénat est une de ces voies, une voie à explorer avec prudence et tout en tenant compte des problèmes de contestabilité déjà évoqués. Mais nous ne devons pas l'écarter et M. Cauderon a raison quand il dit qu'il constitue une solution possible aux problèmes que nous nous posons. De très grands organismes internationaux envisagent d'y avoir recours. Pourquoi pas nous ? Aider à trouver des solutions aux problèmes qui malmènent notre économie ne serait pas inutile.

CONCLUSION

Voici, rapidement esquissé, ce que je souhaitais vous dire aujourd'hui. J'ai acquis la conviction que notre Compagnie, riche d'hommes et d'idées a un rôle important à jouer aujourd'hui et dans l'avenir. Société savante, elle doit apporter à la fois seule et en collaboration avec d'autres, sa pierre à la construction jamais interrompue du monde d'aujourd'hui. Elle en a les moyens intellectuels, il ne tient qu'à elle de les mettre en œuvre.